



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 30 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



CHROM IMPEC

ZONE INDUSTRIELLE EIFFEL
20 22 RUE EIFFEL
77220 Gretz-Armainvilliers

Références : E4/23-1532
Code AIOT : 0006501186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement CHROM IMPEC implanté 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022 de mise en demeure à l'encontre de la société CHROM IMPEC pour les installations qu'elle exploite à Gretz-Armainvilliers et la rendant redevable d'une astreinte administrative journalière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROM IMPEC
- 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM IMPEC est une société spécialisée dans la protection et le traitement des métaux par polissage, nickelage, chromage et/ou cuivrage des pièces mécaniques ou aéronautiques.

La situation administrative du site doit être mise à jour mais l'installation est classée au titre des rubriques 3260, 4110-2, 4120-2 et 4130-2.

Il s'agit d'un site à enjeux qui a fait l'objet d'inspections en 2016, 2019 et 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- produits chimiques
- stockage des produits dangereux et des déchets
- consommation d'eau
- rejets atmosphériques
- installations électriques
- consignes d'intervention et d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Registre d'élimination des déchets	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	REACH	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Astreinte	1 mois
5	Prélèvements et consommations d'eau	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Astreinte	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.5.2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une lettre préfectorale du 26/12/2022	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Actualisation de la situation administrative	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une astreinte administrative journalière par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une astreinte administrative journalière par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Levée d'astreinte
9	Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une astreinte administrative journalière par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Levée d'astreinte
10	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une astreinte administrative journalière par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Levée d'astreinte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Consignes générales d'intervention et consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une astreinte administrative journalière par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Levée d'astreinte
12	Emploi et stockage de substances et préparations toxiques ou très toxiques	Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2	Point contrôlé lors de l'inspection du 10/02/2022 et ayant fait l'objet d'une astreinte administrative journalière par arrêté n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité sur certains points de l'arrêté préfectoral du 15/12/2009 mais il ne respecte toujours pas certains points de contrôle qui lui ont valu l'arrêté préfectoral du 26/12/2022 de mise en demeure et le rendant redevable d'une astreinte administrative journalière. Le site ne semble pas faire l'objet d'un suivi régulier et consciencieux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actualisation de la situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection l'actualisation de la situation administrative du site concernant les rubriques ICPE et son statut SEVESO.</p>
<p>Constats : Par mail du 20/03/2023, l'exploitant a transmis l'audit de classement ICPE de son site réalisé par Coélys. Les annexes 1, 2 et 3 au rapport transmis et relatives à la classification des produits sous la nomenclature ICPE, à la liste des produits dangereux et au détail des cuves de traitement de surface étaient manquantes.</p> <p>Par mail du 11/04/2023, l'exploitant a transmis les annexes à l'audit de classement ICPE de son site. Les documents transmis par l'exploitant comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un descriptif de chaque ligne de traitement de surface comprenant les volumes des bains et leur composition, la liste et la quantité des produits mis en œuvre dans les bains de traitement de surface et en stock sur le site, - une actualisation du classement des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE notamment au regard des rubriques 4XXX. <p>Il en ressort que le site est soumis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à autorisation sous les rubriques 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique) et 4110-2 (toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés - substances et mélanges liquides), - à déclaration sous les rubriques 4120-2 (toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés - substances et mélanges liquides) et 4130-2 (toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - substances et mélanges liquides). <p>Il en ressort également que le site ne dépasse par les seuils Seveso (ni directement ni par la règle de cumul).</p>
<p>Observations : L'actualisation de la situation administrative du site au regard des rubriques ICPE sera actée par arrêté préfectoral ultérieurement.</p> <p>Au regard du classement actualisé, il convient d'indiquer à l'exploitant que les dispositions suivantes sont applicables à ses installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, applicables aux installations existantes ; - prescriptions de l'arrêté ministériel du 13/07/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740. <p>Par ailleurs, il lui est rappelé qu'il convient de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 340 du 15/12/2009.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre d'élimination des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'élimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions de l'article 5.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection un registre d'élimination des déchets.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un registre d'élimination des déchets incomplet. Il n'a pas été en mesure de présenter les bordereaux de suivi des déchets. L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre : - un registre d'élimination des déchets complété par les informations suivantes : * les informations relatives aux déchets dangereux liquides, * le code déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets, * la date d'enlèvement, * le bordereau de suivi des déchets émis, * la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/2008, * le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale, * le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités, * le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé visé à l'article R. 541-51 du code de l'environnement, * la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale, * le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé visé à l'article R. 541-56 du code de l'environnement. - les derniers bordereaux de suivi des déchets établis sur "Trackdéchets".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de respecter les dispositions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection un inventaire des substances ou préparations dangereuses.
Constats : Par mail du 20/03/2023, l'exploitant a transmis l'audit de classement ICPE de son site réalisé par Coélys. L'annexe 2 au rapport transmis et relative à la liste des produits dangereux était manquante et a été transmise par mail du 11/04/2023. Ce document recense les produits présents sur site : ceux utilisés dans les cuves de traitement de surface et ceux en stock . Les quantités présentes sur site sont mentionnées. L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages. L'exploitant doit, sous 1 mois, fournir un plan général des stockages à annexer à l'inventaire des produits dangereux présents sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : REACH

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de respecter les dispositions de l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 du 18/12/2006, dit « REACH » et indiquer les scénarios d'exposition dont relève le site et démontrer le respect des rapports sur la sécurité chimique associés.
Constats : Pour rappel, lors de l'inspection du 10/02/2022, l'exploitant avait fourni à l'inspection un document de CTACSub attestant que le fournisseur de la société CHROM IMPEC est couvert par une demande d'autorisation pour l'usage 3 "fonctionnal chrome plating with decorative character" (en cours de traitement par la commission européenne). Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le(s) scénario(s) d'exposition dont relève son installation et de démontrer qu'il respecte les rapports sur la sécurité chimique associés au(x) scénario(s).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de s'assurer du respect de la consommation maximale autorisée.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une facture relative à la consommation d'eau de mars 2021 à février 2022. La facture indique une consommation de 403 m3. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la consommation d'eau pour l'année 2022. L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre la consommation d'eau pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de respecter les dispositions de l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de procéder à la rédaction de procédures et instructions d'exploitation et contrôle leur bonne mise en œuvre et réalise et consigne une vérification de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leur annexes, stockages, rétentions, canalisations, etc.).
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage annuel des rétentions de l'atelier de traitement de surface était réalisé durant l'été. Cependant, il n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation du dernier nettoyage, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions n'étant pas consignées dans un registre. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitation des installations décrivant les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et périodicité des contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « La surveillance des rejets dans l'air porte sur [...] les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an[...] ».
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le dernier contrôle des rejets atmosphériques avait été effectué le 12/12/2022 et être en attente du rapport afférent.</p> <p>Par mail du 10/05/2023, l'exploitant a transmis les rapports des mesures des rejets atmosphériques 2022 pour les rejets des bains de cyanure, chrome et nickel. Les résultats sont conformes.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a procédé au contrôle des rejets atmosphériques à une date antérieure à celle de l'arrêté du 26/12/2022 le rendant redevable d'une astreinte administrative journalière. Il convient donc de considérer que la composante de l'astreinte relative à la surveillance des rejets atmosphériques est devenue sans objet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 (vingt) euros jusqu'à la transmission des traces écrites pour la remédiation des 5 défauts relevés lors de la vérification réalisée par la société SOCOTEC dans son rapport du 14 avril 2022 et la satisfaction des dispositions prévues par l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui impose la conformité des installations électriques « L'exploitant devra remédier à ces défauts dans les plus brefs délais. Il conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises[...] » • 50 (cinquante) euros jusqu'à la transmission du calendrier de mise aux normes et du devis de réalisation de la mise en conformité par une société qualifiée.
<p>Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport relatif au contrôle des installations électriques réalisé en 2022. Le rapport fait état de 5 observations pour lesquelles l'exploitant a fourni une facture justifiant de la réalisation des travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 9 : Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 5 (cinq) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés issus des activités qu'il exerce. L'organisation qu'il met en place pour satisfaire les principes et prescriptions fixés au chapitre 5.1 du présent arrêté est décrite et tracée. Le document correspondant spécifie les responsabilités de chaque intervenant des processus de gestion des déchets mis en œuvre dans l'établissement. Ce document est régulièrement mis à jour et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les modalités d'organisation des déchets. Par mail du 14/04/2023, l'exploitant a transmis des consignes succinctes relatives à la gestion des déchets sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 10 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 5 (cinq) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui « L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité maximale des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. [...] ».
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des stockages des déchets dangereux (déchets de sablage, boues issues de la station de traitement et bains usés). Le plan précise les quantités maximales des déchets susceptibles d'être entreposées.
Observation : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant sur la nécessité de mettre en place un affichage visible en lieu et place des zones de stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 11 : Consignes générales d'intervention et consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention et consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par les articles 7.3.1.2 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] » <p>« Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. [...] ».</p>
<p>Constats : Les consignes pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs sont affichées sur site.</p> <p>Par mail du 12/04/2023, l'exploitant a transmis un devis validé relatif à la formation incendie du personnel du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 12 : Emploi et stockage de substances et préparations toxiques ou très toxiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de protection individuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 (vingt) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.[...]. ».
<p>Constats : Le site dispose des équipements de protection individuelle suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cartouches de rechange pour les masques respiratoires utilisés par le personnel ; - 2 combinaisons de protection ; - de gants.
<p>Observations : Il est rappelé à l'exploitant que les cartouches de rechange pour les masques respiratoires comportent une date de péremption et qu'elles doivent être remplacées si la date est dépassée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 13 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.5.2.1 : Campagnes d'analyses</p> <p>Une surveillance de la nappe phréatique située au droit du site sera réalisée selon les dispositions définies ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins deux fois par an (en périodes de hautes et de basses eaux de nappe), le niveau piézométrique sera relevé et un prélèvement et une analyse des eaux souterraines seront effectués au niveau des trois piézomètres de contrôle Pz1, Pz2 et Pz3. - Les échantillons seront analysés afin de déterminer les teneurs en cyanures totaux, chrome, cuivre et nickel. Les échantillons et prélèvements seront effectués selon la norme et les pratiques en vigueur. - Les relevés et les prélèvements seront effectués par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement, selon les normes et pratiques en vigueur. La fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues en accord avec l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats obtenus. <p>Article 4.5.2.2 : Transmission des résultats</p> <p>Toute anomalie dans les résultats des relevés et analyses est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Les résultats sont commentés. Le rapport fait apparaître les évolutions éventuelles de la qualité des eaux souterraines et comprend les éléments d'interprétation disponibles.</p> <p>Article 4.5.2.3 : Pollution des eaux souterraines</p> <p>Si les résultats des campagnes de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit en informer sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées.</p> <p>Il doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées afin de remédier à cette pollution.</p> <p>Constats : Pour rappel, les rapports de surveillance des eaux souterraines font état d'une pollution au chrome. Celle-ci n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'exploitant n'a pas mis en place d'investigations supplémentaires pour en déterminer la cause et y remédier si la pollution provient de son installation.</p> <p>Par courrier du 26/12/2022, Monsieur le préfet de Seine-et-Marne a demandé à l'exploitant, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'analyser la pertinence du réseau piézométrique actuel et de proposer, le cas échéant, une instrumentation complémentaire ; - de transmettre l'interprétation, sous forme de rapport comme mentionné ci-dessus sur l'origine de la dégradation de la qualité des eaux souterraines depuis la mise en place de la surveillance ; - de réaliser et transmettre une carte piézométrique faisant apparaître, a minima, les cotes piézométriques relevées, le sens d'écoulement de la nappe ainsi que la localisation des piézomètres. <p>La dernière campagne a été effectuée le 17/03/2023. L'exploitant a indiqué être en attente du rapport de surveillance. Lors de l'inspection, il a présenté un mail du 16/01/2023 et un mail de relance du 03/04/2023 adressés à un bureau d'études pour la réalisation d'un dossier en réponse au courrier préfectoral du 26/12/2022 cité ci-dessus.</p>

L'exploitant doit, sous 3 mois, apporter les éléments demandés par courrier préfectoral du 26/12/2022 relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois